

et maintenant ?

Depuis le début du XXe siècle, la gauche française a gouverné à peine six ans en trois courtes périodes et l'importance des réalisations du Front populaire, de la Libération ou Front républicain est sujette à appréciation dubitative... Y aurait-il là une malédiction définitive ? Faut-il voir les forces du socialisme français comme limitées à une fonction défensive et à une fonction prophétique, à l'exclusion de tout rôle effectivement créateur ? Les 49,3% du 19 mai 1974 sont-ils la dernière confirmation d'une telle loi de l'impuissance ?

Je n'en crois rien. Il semble au contraire — et le rapport politique soumis à l'avant dernier Conseil national comme la résolution de la dernière Direction politique nationale se fondent sur cette idée — que les forces socialistes ont en France, pour la première - fois en Occident depuis fort longtemps, la possibilité d'engager effectivement un processus de transformation socialiste dans un pays développé.

Les raisons en sont multiples. Certaines tiennent à la situation, d'autres à l'évolution des organisations.

Dans un pays développé, à économie complexe et très ouvert aux échanges internationaux, et compte tenu de l'immense capacité d'adaptation et de récupération qu'a toujours le capitalisme, il n'y a pas de perspective de victoire socialiste par le moyen d'une insurrection armée. Comme l'a montré le Chili, l'ouverture de la marche vers le socialisme se fera par la voie légale, c'est-à-dire électorale, et le processus restera légal, quitte à transformer progressivement mais complètement le contenu de cette légalité, et sauf coup de force armé de la bourgeoisie, qui n'en a pas partout les moyens.

trois affirmations

Cette situation pose donc aux forces socialistes un problème préalable : celui de la crédibilité électorale. Les masses et les travailleurs organisés l'ont bien senti. Serait-il révolutionnaire, le militant qui ne sent pas

intensément la perception profonde des travailleurs ?

Or, justement, l'évolution des organisations a permis et permet encore des avancées positives dans ce sens. La campagne électorale a notamment permis que s'établisse autour de François Mitterrand une convergence sans précédent d'organisations politiques syndicales et sociales de toute nature. Mais le bilan de cette campagne est également positif quant au fond : l'analyse de l'inflation comme tenant d'abord à l'importance des inégalités sociales plutôt qu'à de ténébreux problèmes de technique monétaire, l'exigence d'une croissance plus consciente favorisant notamment l'extension et le bon usage du temps libre de chaque individu et de chaque famille ; enfin l'analyse selon laquelle l'Europe des marchands est morte et l'heure est venue de l'Europe des travailleurs et de l'Europe des peuples, voilà trois affirmations qui tout à la fois correspondent à un clivage de classe, et expriment une prise en compte partielle des orientations du courant autogestionnaire. La situation présente, avec Giscard d'Estaing à la présidence et les contradictions de la bourgeoisie résumées dans la composition de l'actuel gouvernement, permet-elle que les acquis de la campagne servent de base de départ à une nouvelle offensive, plus nettement socialiste et de ce fait victorieuse ?

Il n'y a aucune certitude à cet égard, et rien n'est assuré. Mais il y a des chances, à condition de savoir en prendre les risques et d'en assumer les conditions.

Les chances se découvrent vite : le projet autogestionnaire connaît aujourd'hui la plus grande force politique qu'il ait eue depuis qu'il a acquis quelque précision. Cette force tient à plusieurs facteurs : le projet autogestionnaire a gagné en crédibilité du fait qu'il se situait au sein de l'unité des forces populaires et non à l'extérieur. D'autre part, ce projet se trouve être, dans la diversité des propositions de la gauche socialiste d'aujourd'hui, celui qui répond le mieux à la fois aux contradictions internes du

capitalisme d'aujourd'hui : désordre monétaire international, inflation, destruction des équilibres sociaux, travail parcellisé ; et à ses contraintes externes : pollution et rareté des ressources.

Enfin le projet autogestionnaire exprime, sans doute mieux que les autres perspectives ouvertes par les forces de gauche comme d'extrême-gauche, le contenu concret des luttes sociales partout où émerge la volonté des travailleurs de contrôler les décisions qui les concernent. Un des acquis de la campagne est que de très nombreux militants du Parti socialiste, tant au sommet qu'à la base, se sont rendu compte, et dans une certaine mesure ont pris conscience de la signification politique, de cette force du courant autogestionnaire.

Les chances sont là : la gauche ne vaincra pas sans un projet concret, efficace et convaincant, et elle n'en a pas d'autre.

engager le processus

Les risques sont naturellement énormes, et de natures diverses. Le premier est l'échec, c'est-à-dire l'impossibilité de traduire les espérances nées de la campagne en un projet commun où se reconnaîtraient tous les socialistes. La longue marche solitaire du PSU tentant de structurer autour de lui le courant autogestionnaire devrait alors reprendre. Le second risque est que la personnalisation permanente de la vie publique, qui caractérise le monde moderne, n'introduise trop de confusion dans le débat. Nombreux sont en effet ceux qui souhaiteraient « couper Michel Rocard du PSU », y compris dans le PSU lui-même. C'est une tentative vaine mais elle peut faire quelques dégâts. Le troisième risque est celui de l'engluement. Il ne peut être surmonté que par la force du projet et par la clarté du lien qui le lie aux luttes sociales quotidiennes.

Soyons clairs : ces risques sont grands. Mais il faut les courir car les chances aussi sont fragiles. Si une force politique puissante et crédible définie autour d'un projet de nature autogestionnaire ne se crée pas rapidement, l'acquis de la campagne sera dilapidé, et la force politique du courant autogestionnaire

réduite de beaucoup, puisque coupée de cette crédibilité électorale aujourd'hui décisive.

Il n'y a pas dans cette affaire que des chances et des risques, il y a aussi des conditions à remplir pour permettre la victoire. La première est celle du sérieux et de la profondeur du débat que nous devons mener sur tous ces problèmes ; la seconde tient à la solidité du projet lui-même : je n'y reviens pas ici, toutes les dispositions sont prises pour que le Parti en débattenne complètement.

La troisième condition vise le pouvoir actuel. La majorité de Giscard d'Estaing est fragile et contradictoire. Les problèmes du pays sont lourds. La situation financière et sociale est tendue. Les forces socialistes feraient la plus grave des erreurs si elles s'imaginaient pouvoir régler tranquillement leurs petits affaires, sans s'occuper sérieusement du pouvoir et de ce qu'il fait. En votant Giscard, et contrairement à l'apparence, la France a voté pour l'inflation et pour l'aventure. Seule la confiance réelle des travailleurs peut fonder une politique anti-inflationniste vigoureuse. Une force socialiste sérieuse et offensive doit se définir constamment sur le terrain politique le plus immédiat.

C'est dès aujourd'hui notre tâche que de mener, non pas une opposition négative hargneuse et sans perspective, mais l'opposition résolue parce que fondée sur un autre projet, de gens et de forces pour qui la solution aux problèmes d'aujourd'hui passe par l'engagement de la France dans la voie du socialisme.

Le problème de la révolution, c'est d'engager le processus. La perspective est maintenant claire, la condition est la mobilisation populaire. Elle ne peut se faire que par la réponse quotidienne à l'offensive du pouvoir, et compte tenu de l'état actuel de l'opinion comme des organisations de gauche. La tâche de maintenant est de faire que la perspective socialiste autogestionnaire devienne celle des travailleurs.

Michel ROCARD